Extrait du OIEau - IOWater - OIAgua

<http://www.oieau.org>

Afrique : Le "Water Utilities Partnership"

- Office International de l'Eau - Coopérer - Les opérations internationales - Gouvernance des services d'eau et d'assainissement -

Date de mise en ligne : jeudi 29 mars 2007

OIEau - IOWater - OIAgua

Le "Water Utilities Partnership" (WUP) est un Programme lancé en 1996 par l'Union Africaine des Distributeurs d'Eau (UADE), avec la participation de l'"International Training Network" (ITN) et notamment du Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement à faible coût (CREPA) et du "Training & Networking Development" (TREND), dans le but d'améliorer les services publics des eaux en Afrique.

Son objectif est de susciter une prise de conscience en vue de parvenir à une gestion intégrée des ressources en eau et d'accorder aux questions environnementales l'importance qui leur est due.

Le Programme développe actuellement des projets dans quatre domaines de la réforme institutionnelle, des indicateurs de performance, du contrôle des fuites et de la fourniture de service aux communautés à faible revenu. Le budget du Programme s'élève à 2 millions de dollars US par an.

La coordination des financements est régulièrement examinée entre les bailleurs de fonds qui soutiennent le WUP, notamment la Banque Mondiale, la Commission Européenne (DG VIII) et les coopérations anglaise, suédoise et française.

UNE MONOGRAPHIE DES INSTITUTIONS

Une monographie des institutions chargées de la distribution de l'eau potable dans 48 pays d'Afrique (20 anglophones, 23 francophones et 5 lusophones) vient d'être réalisée dans le cadre du WUP.

Dans 34 de ces pays (et en particulier dans 21 des 23 francophones), le service de l'eau est assuré au niveau national par une seule organisation.

Dans 20 pays seulement, un organisme est officiellement chargé de l'assainissement. Les services de l'eau potable sont associés à ceux de l'assainissement, mais aussi le cas échéant, de l'électricité ou du gaz dans 28 des 48 pays de l'enquête.

Dans tous les cas, la propriété des équipements est publique. La délégation de service à des entreprises privées est engagée à des degrés divers dans 26 pays africains, dont 11 depuis moins de 4 ans.

Type de contrat de délégation de service	Pays concernés
<i>BOT</i> (Construction, Exploitation, Transfert)	République Sud Africaine, Tunisie, Sénégal

Afrique : Le "Water Utilities Partnership"

Affermage	République Centre Africaine, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Sénégal
Concession	Comores, Gabon, Maroc
Contrat de Service	Mali, Sao Tome & Principe, Tunisie, République Sud Africaine

LA POURSUITE DES REFORMES INSTITUTIONNELLES

Pour aller plus loin, le WUP vise à créer des outils d'échange d'expériences et de renforcement des compétences dans le domaine institutionnel entre les opérateurs africains publics et privés, locaux ou nationaux, de l'eau potable et de l'assainissement.

L'OIEau a proposé, en concertation avec l'Union Africaine des Distributeurs d'Eau (UADE), et le "World Bank Institute" (ex EDI) de la Banque Mondiale, un projet portant sur la création :

- **d'un centre documentaire** sur le développement institutionnel des services de l'eau potable et de l'assainissement en Afrique,
- **de moyens d'échanges d'expériences** pour la promotion du savoir-faire proprement africain dans ce domaine,
- **d'un système d'identification et de développement des recherches** dans ce domaine en Afrique,
- **des moyens de formation** nécessaire pour les dirigeants des organismes.

Ce projet qui a démarré fin 1999 pour une durée de 2 ans environ, vise notamment à créer et animer un réseau de professionnels, issus notamment des services juridiques des ministères et organismes publics et privés intervenant dans la gestion des services d'eau et d'assainissement.

Le Centre Documentaire sera informatisé : la recherche et l'accès des professionnels aux différents documents pertinents seront possibles grâce à une interface sur le WEB. Pour cela, une unité pilote de production documentaire est en cours de mise en place à Abidjan.

Dans une première phase, l'identification, la mise en réseau des professionnels, la collecte et la validation des informations sont réalisées dans 6 pays cibles, ayant déjà réalisé certaines avancées dans ces réformes

Afrique : Le "Water Utilities Partnership"

institutionnelles : la Côte d'Ivoire, la République d'Afrique du Sud, le Cameroun, la Tanzanie, le Mozambique et le Maroc.

Enfin, la base de connaissance institutionnelle sera élargie et reliée à d'autres expériences françaises et internationales, sélectionnées à partir des bases documentaires développées et gérées par l'Office International de l'Eau.